

Michel Chauvière

Trop de gestion tue le social *Essai sur une discrète chalandisation*

2007, Paris, La Découverte, collection Alternatives sociales, 224 pages.

Volontiers décapant dans ses nombreux écrits sur le champ largement entendu du « social », Michel Chauvière s'est ici surpassé. En effet, dans cet ouvrage, il décide, sans ambiguïté, de transgresser la frontière entre académisme universitaire et militantisme, comme l'illustre la juxtaposition de son titre aux tonalités pamphlétaires et de son sous-titre, qui introduit une nouvelle catégorie d'analyse sur laquelle nous reviendrons.

L'auteur dénonce la progression de l'idéologie libérale et de ses bras armés gestionnaires et managériaux dans le secteur du « social en actes ». Sous l'effet de cette influence, celui-ci serait en train de perdre ses finalités (de progrès, de solidarité et d'émancipation) et de se perdre lui-même (ses institutions, ses professions, ses pratiques cliniques). Pour illustrer son propos, le sociologue évoque d'abord assez rapidement la part croissante du social qui est d'ores et déjà aux prises avec les mécanismes du marché. De multiples entrepreneurs affluent, attirés par les profits à faire, et encouragés par les pouvoirs publics qui voient, dans le secteur du social, un vivier d'emplois pour une main-d'œuvre peu qualifiée. Ainsi en est-il du vaste secteur de l'aide à la personne : soutien scolaire, accompagnement des personnes handicapées, intervention auprès des personnes âgées dépendantes... autant de domaines dans lesquels les enseignes fleurissent, les clients sont démarchés et les prestations tarifées. La marchandisation est aboutie et relativement assumée.

M. Chauvière s'intéresse surtout à la pénétration symbolique du marché, notamment à travers un nouveau lexique qualifié de « *novlangue gestionnaire* », dans tous les autres pans du social adossés aux missions régaliennes, non encore rentables ou protégés d'une privatisation par des résistances populaires. Il décortique ainsi l'introduction de notions pensées pour le secteur marchand dans ce « social de crise » – efficacité, efficience, qualité de service – et montre que ce mouvement pragmatique, inspiré souvent de bonne foi par les élites administratives réformistes depuis les années 1980, contribue en réalité à une refonte complète des représentations et des valeurs et prépare le terrain à une

banalisation intégrale des services sociaux qui seront vite facturés comme des marchandises. C'est cette étape préalable de conditionnement que l'auteur qualifie de « *chalandisation* » (*), trouvaille sémantique pour mieux dire un phénomène dont il souhaite alerter le lecteur.

Ainsi, l'auteur mobilise une argumentation foisonnante qui insiste lourdement sur l'importance du vocabulaire et des représentations qu'il charrie. On retiendra, par exemple, la déconstruction qu'il opère du concept d'« usager », en tension permanente entre la figure du citoyen et celle du client. Il montre comment l'usage extensif de cette terminologie annihile la question de l'intérêt général et contraint les institutions et les professionnels à se pencher sur la seule satisfaction individuelle, transformant petit à petit cet « usager roi » en consommateur exigeant. M. Chauvière opère de même avec les autres notions fréquemment exaltées de « domicile », d'« accès aux droits », de « qualité », de « gouvernance » ou d'« évaluation ». Le chapitre sur les limites d'une décentralisation qui domaniale la gestion publique, transforme la république en regroupement de fiefs gérés comme des entreprises face à des citoyens clientélisés, n'est pas le moins percutant. C'est également l'occasion pour l'auteur de faire une critique très jacobine des notions survalorisées de « territoire » et de « proximité », et de montrer leurs apories. À travers l'analyse de ce nouveau « prêt à penser » gestionnaire qui individualise les problèmes, segmente les publics, euphémise la dimension politique de la question sociale, il met au jour le caractère systémique, étonnamment intégré, de la transition idéologique et culturelle en cours. Le sociologue brosse d'ailleurs une homologie intéressante entre cette réalité et l'état des influences disciplinaires dans le champ de la production des savoirs en sciences sociales, marqué par la perte d'éclat de l'histoire sociale et du droit public, porteuses de valeurs collectives, ringardisées par la sociologie des organisations et les sciences de gestion.

Certes, le systématisme est également la limite du genre. Lorsque M. Chauvière parle de « *travail idéologique minutieux de manipulation des repré-*

(*) Il est revenu depuis sur cette notion dans un article de synthèse : Chauvière M., 2009, *Qu'est-ce que la « chalandisation » ?*, *Informations sociales*, n° 152:128-134.

sentations de la question sociale » (p. 14), la théorie du complot n'est pas très loin ; on aimerait, parfois, un peu plus de nuances dans l'analyse. Par exemple, l'axiome fréquemment répété de l'existence avant les années 1980 d'un compromis historique bâti autour de la République sociale, parée de toutes les vertus, reste discutable, mais forcer le trait fait ici partie du jeu pour les besoins de la thèse militante. La verve est réjouissante, le phrasé libertaire. On s'arrête avec jubilation sur quelques formules cinglantes qui s'abattent sans pitié sur les hypocrisies de l'époque, comme en matière de politique du logement : « *Au demeurant, le droit au logement ne loge pas. L'accès au droit au logement ne loge pas davantage. Même opposable, le droit au logement ne loge toujours pas. Ce qui loge les sans-logis et les mal-logés, c'est une offre de logements décents et accessibles, dans le cadre d'un marché du logement régulé par les pouvoirs publics* » (p. 114).

Sans surprise, en fin d'ouvrage, M. Chauvière appelle le lecteur à entrer en résistance face à cette rationalité gestionnaire, et suggère l'invention d'un nouveau pacte social qui irait repuiser aux sources de « *l'esprit de service public* » (p. 81), d'un projet

politique émancipateur et dont la responsabilité professionnelle des travailleurs sociaux constituerait le meilleur des garde-fous. Ce faisant, l'auteur ne défend pas seulement le rôle actuel de « *la main gauche de l'État* », pour reprendre l'expression parlante de Pierre Bourdieu, que le retour à un social militant, qui ne serait pas seulement un amortisseur des inégalités générées par le capitalisme, mais un secteur de contestation des logiques à l'œuvre dans le secteur marchand.

Pour l'heure, les contours de ce projet restent flous. L'auteur peine à étayer, par exemple, ce que pourrait être une vision de la qualité alternative à celle développée dans les services non sociaux. En attendant, les yeux ouverts par cette analyse aussi excessive que brillante, il reste aux acteurs concernés à faire preuve de réflexivité et à répondre à ce dilemme : comment le social peut-il perdurer sans se fermer à la gestion ? Comment s'ouvrir à la gestion sans perdre son âme ?

Frédéric Vabre
CAF du Val-de-Marne

Jérôme Minonzio et Julie Pagis (dir.)

Entraide familiale et solidarités entre générations

Problèmes politiques et sociaux, n° 962-963, juillet-août 2009, Paris, La Documentation française, 199 pages.

Principe de la collection *Problèmes politiques et sociaux*, ce numéro est construit autour d'articles, d'extraits d'ouvrages, de discours déjà publiés et organisés autour d'une problématique décrite en introduction : l'entraide familiale et ses relations avec la solidarité publique. Le numéro, articulé autour de quatre parties, se centre finalement plutôt sur l'entraide familiale, soulignant à quel point celle-ci est constitutive de notre modèle social, et vise à en retracer les évolutions.

Dans une première partie, sont analysées les mutations de l'entraide liées aux évolutions des structures familiales. Si de premiers travaux avaient pu mettre en lumière l'importance de la nucléarisation des familles, de nombreuses recherches ont, par la suite, prouvé la force des liens familiaux et des solidarités entre les ménages. Nature et fonctionnement de l'aide entre les générations familiales sont ainsi évoquées. On sait que le droit oblige, en France, à une certaine entraide (par exemple, l'obli-

gation alimentaire) mais les soutiens que s'apportent les ménages dépassent ce cadre légal et peuvent se décrire en trois catégories : financier, moral, et en terme de réseau (voir l'article de Jean-Hugues Déchaux). Ces soutiens ont un enjeu différent selon la position sociale des aidés et des aidants : protection pour les plus démunis, insertion pour les mieux lotis. Si les transferts financiers sont essentiellement orientés des plus âgés (que Claudine Attias-Donfut nomme dans son article « la génération du labeur ») vers les plus jeunes (la génération galère), les aides sont plus souvent adressées des plus jeunes vers la génération la plus âgée, et de la génération pivot (dite de l'« abondance ») vers les deux autres. Les femmes sont au centre de tous ces échanges. Les nouvelles formes familiales (familles monoparentales, recomposées, homoparentales...) ne sont pas sans effet sur ces solidarités, renforçant la lignée maternelle et créant des incertitudes dans les rôles de chacun au sein de la parenté. Par exemple, dans les